

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

Universaône
18 rue Felix Mangini
69009 Lyon

Références : 2026 - Is092-3SD
Code AIOT : 0006103196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2026 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce
- Code AIOT : 0006103196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Centre Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Satolas-et-Bonce. Cette activité est notamment encadrée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation environnementale), et relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « directive IED ») ainsi que de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets. Le site est encadré par différentes décisions préfectorales, dont l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	EAUX DE RUISSELLEMENT INTERNES	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Bassins lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance des équipements - lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 7.7.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	DÉTECTION DE MATIÈRES RADIOACTIVES	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 2.5.1	Sans objet
2	CONTRÔLES ET ANALYSES	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 2.12	Sans objet
4	Méthodes de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet
5	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe I	Sans objet
7	Traitement lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4	Sans objet
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 avril 2026 a permis de révéler un défaut de traçabilité et de formalisation de certaines opérations, et notamment :

- la réalisation d'une surveillance visuelle des bassins d'eaux pluviales et de lixiviats
- la maintenance des équipements de traitement des lixiviats
- la réalisation de rondes en fin de journée pour prévenir un départ de feu

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DÉTECTION DE MATIÈRES RADIOACTIVES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF (terrain sédimentaire). Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5µSv/h.</p> <p>La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.</p> <p>L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.</p> <p>La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ; - les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ; - les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion. <p>Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées. Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois</p>

le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire de stationnement temporaire en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$.

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 $\mu\text{Sv/h}$ au contact des parois extérieures. Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :

- S'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (< 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;
- S'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (>100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.

Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7. La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

Constats :

L'Inspection constate qu'un portique de détection à 2 voies de mesure est présent au niveau du pont-bascule. Cet équipement a été contrôlé par la société BERTIN en octobre 2025. Le rapport de contrôle indique que l'équipement est conforme. Sur chaque voie, la vignette du contrôle est apposée (date du dernier contrôle : 24/10/25 ; valable jusqu'au 24/10/26).

Un radiamètre portable fonctionnel est disponible. Il a été contrôlé par BERTIN en septembre 2025, une vignette est apposée sur l'appareil.

L'exploitant indique que le dernier déclenchement du portique date de 2022 (avec 2 déclenchements). Le personnel est régulièrement sensibilisé à la procédure à mettre en œuvre en cas de déclenchement lors des "quarts d'heure prévention". Ce sujet a notamment été abordé en mars 2025. La procédure "détection de radioactivité" a été transmise à l'inspection des installations classées. Cette procédure est complète et répond aux exigences de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018.

<p>En cas de déclenchement du portique, une alarme retentit dans tous les locaux. L'opérateur "pont bascule" dispose d'une procédure simplifiée indiquant la marche à suivre. En particulier, il est prévu de faire repasser le chargement à travers le portique, ainsi que le chauffeur seul, afin de confirmer la présence d'éléments radioactifs dans le chargement. Le véhicule (ou la benne) est ensuite isolé sur une aire étanche jusqu'à ce que le déchet radioactif ait été caractérisé par un organisme compétent. Une fois les éléments radioactifs identifiés, et si leur période radioactive est courte, le déchet est isolé dans un local (container) le temps nécessaire à la décroissance de la radioactivité, puis enfoui sur site. Si la période radioactive des éléments est moyenne ou longue, le déchet est acheminé dans une filière adaptée par l'ANDRA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : CONTRÔLES ET ANALYSES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 2.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans le présent arrêté. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois en cas de dérive et sont présentés dans le rapport annuel d'activité, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des rejets d'eaux pluviales, des lixiviats et des rejets atmosphériques sont réalisées par le laboratoire CERECO (contrat depuis 2024).</p> <p>Les analyses des eaux pluviales et des lixiviats sont trimestrielles. Les rejets atmosphériques des moteurs sont analysés annuellement, ceux de la torchère sont analysés toutes les 4500 heures de fonctionnement.</p> <p>Les analyses des rejets atmosphériques feront l'objet d'un contrôle inopiné en 2026 : dans ce cadre, c'est BUREAU VERITAS qui réalisera les analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : EAUX DE RUISSELLEMENT INTERNES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les eaux de ruissellements intérieures au site hors MCCA (sans aucun contact avec les déchets), sont collectées dans 7 bassins d'eaux pluviales : EPO (8500m3) ; EP1 (1500m3) ; EP2 (3800m3) ; EP3.1 (2100 m3) ; EP3.2 (2700 m3) et EPB (14800m3) et infiltrées sur les zones prévues à cet effet. Les eaux issues du casier MCCA sont stockées dans un bassin dédié de 3500 m3. Les bassins sont curés régulièrement. Leur étanchéité fait l'objet de vérifications régulières et tracées. L'exploitant prend toutes dispositions pour interdire la présence de végétaux, quels qu'ils soient, à l'intérieur des bassins. Les bassins de stockage des eaux de ruissellement permettent un contrôle de la qualité des eaux avant rejet par bâchée vers 4 zones d'infiltration de dimension suffisante située à l'Ouest, au Sud-Est et à l'Est.

Les rejets au milieu naturel doivent respecter les critères fixés en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif au ISDND.

Constats :

Les eaux pluviales de ruissellement sont collectées par des fossés entourant le site et dirigées vers des bassins d'eaux pluviales.

L'exploitant indique réaliser des rondes régulières pour vérifier visuellement l'état des bassins (environ une fois par mois). Celles-ci ne sont tracées que si un désordre est observé. De même, les curages des bassins ne sont organisés que si cela est estimé nécessaire suite aux vérifications visuelles. L'Inspection constate que les bassins sont propres, sans végétaux à l'intérieur.

Par sondage, le rapport d'analyse du deuxième trimestre 2025 (26/05/2025) des eaux du bassin EP2 a été contrôlé : aucun dépassement des valeurs limites fixés en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 n'est observé. Toutes les analyses et les prélèvements sont réalisées sous accréditation.

Avant chaque rejet par bâchée, l'exploitant réalise des analyses de pH et de conductivité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit tracer les rondes qu'il effectue pour vérifier l'état des bassins (étanchéité, absence de végétaux, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Méthodes de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

<p>« II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>« Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>« Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les prélèvements et les analyses de rejets aqueux et atmosphériques sont réalisés par CERECO. Dans le rapport d'analyse contrôlé par sondage, toutes les analyses et les prélèvements ont été faits en ayant recours à des méthodes normalisées. De même, les analyses de tous les paramètres ont été réalisées sous accréditations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>voir tableau</p>
Constats :

Le rapport d'analyse des eaux pluviales contrôlé par sondage ne présente aucun dépassement des valeurs limites de rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bassins lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. L'exploitant prend les dispositions permettant d'éviter la pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers.</p> <p>Tous les puits de collecte existant sont conservés. Le casier n°6 est équipé selon les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité.</p> <p>Après collecte et avant traitement in situ, les lixiviats sont stockés dans 2 bassins de 2500 m3 et 2300 m3. Chaque bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. [...]</p> <p>Les zones des bassins de stockage des lixiviats sont équipées d'une clôture sur tout son périmètre. Chaque bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement.</p> <p>[...]</p> <p>La fréquence de surveillance visuelle des bassins de rétention étanchéifiés des lixiviats est mensuelle. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le curage des bassins de rétention étanchéifiés des lixiviats est systématiquement réalisé tous les 5 ans. En cas de constat de dysfonctionnement dans le cadre de la surveillance par le responsable d'exploitation, la fréquence des curages est réduite.</p> <p>Constats :</p> <p>Les lixiviats sont collectés via des puits en fond de casier. Les puits sont automatiquement pompés une fois par 24h. Les lixiviats sont dirigés vers 2 bassins tampons, puis vers une lagune. Un arrêt manuel des pompes est possible en cas de risque de débordement. En sortie de lagune, les lixiviats entrent dans le système de traitement.</p> <p>De même que pour les bassins d'eaux pluviales, les bassins de lixiviats font l'objet de contrôles visuels mensuels. Ces contrôles ne sont pas tracés, sauf lorsqu'un désordre est détecté. Le bassin tampon vu lors de la visite est équipé d'une clôture sur tout son périmètre.</p>

Les bassins et la lagune font l'objet d'un curage quinquennal. La lagune a été curée en 2024, les 2 bassins seront curés en 2027. Lors du curage, lorsque le bassin est vide, un contrôle diélectrique permet de vérifier l'étanchéité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit assurer la traçabilité des contrôles visuels des bassins de lixiviats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Traitement lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Prescription contrôlée : Le traitement des lixiviats est réalisé sur la plateforme de valorisation réglementée en annexe 4. En cas de défaillances ponctuelles du traitement prévu, sous réserve de l'information préalable de l'inspection, les lixiviats peuvent être traités dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents. Dans ce cas, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats qui prennent le statut de déchets, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.
Constats : L'exploitant confirme que le traitement des lixiviats dans une autre installation est techniquement possible. Néanmoins, cette possibilité n'a jamais été mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des équipements - lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Prescription contrôlée : Surveillance des équipements L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

<p>L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans les bassins de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'un plan de maintenance défini pour les installations de traitement des lixiviats. Pour autant, l'équipe chargée de la maintenance des équipements associés analyse un certain nombre de paramètres remontés 3 fois par semaine dans un outil de suivi. En fonction des paramètres mesurés, des actions correctives peuvent être mises en œuvre. La tour aéroréfrigérante est nettoyée mensuellement de façon préventive.</p> <p>L'exploitant dispose également de fiches techniques, avec une visée plus opérationnelle vis-à-vis du procédé.</p> <p>Les hauteurs d'eau dans les puits de collecte sont mesurées et reportées au moins une fois par mois. De même, un pourcentage de charge des bassins de lixiviats est mesuré. Le total des volumes pompés est reporté une fois par mois.</p> <p>Il n'y a pas de rejets d'effluents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le programme de maintenance des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats doit être formalisé. Les paramètres suivis et les critères permettant de déclencher une action de maintenance doivent être clairement définis. Ce programme de maintenance doit être intégré dans les prochains rapports annuels, et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie.</p>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone;
- d'une réserve de matériaux de recouvrement disponible à proximité de la zone exploitée et mobilisable par des moyens internes,

La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 60 m³/h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique, ..) avec un minimum de 60m³/h par prise d'eau. Ces appareils d'incendie de DN 100 ou DN 150 seront judicieusement répartis dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.

En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve de leur pérennité et d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art. Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable. La réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir, ..) est à convenir avec l'autorité compétente.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Si nécessaire, les bassins de stockage des eaux de ruissellement peuvent également constituer une réserve d'eau d'extinction en cas d'incendie. Dans ce cas, ils sont équipés de dispositifs permettant le raccordement des moyens de secours internes et externes au site autorisant un débit de 60 m³/h pendant 2 heures. Leur niveau est maintenu de manière à répondre au volume et débit précités.

Constats :

L'exploitant dispose sur le site des moyens suivants :

- Détection : 2 caméras thermiques sur site, fonctionnant en permanence. L'exploitant règle le seuil d'alarme de ces caméras à des températures différentes, selon que le site est en exploitation (sur les heures où du personnel travaille sur site et que des engins y circulent) ou fermé (fin de journée et nuit). La maintenance de ces matériels est sous-traitée. Une caméra thermique portable permet également de réaliser des levées de doute et de déterminer les zones impliquées dans un départ de feu.
- Extinction : un volume de terres est disposé au niveau de l'alvéole de déchets en cours de remplissage, pour servir de matériau de recouvrement. Trois bassins d'eaux pluviales servent de réserve d'eau (1 bassin incendie, bassin « EPB » et bassin « plateforme »). Les bassins précédents sont toujours en eau et permettent l'accès au plus près des moyens de pompage des pompiers. Ils sont équipés de raccords pour les services de secours.

Il n'y a pas de poteaux incendie sur le site.

L'exploitant indique que les services de secours se sont déjà rendus sur site afin de réaliser des exercices et qu'ils sont satisfaits des moyens d'extinction à leur disposition.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les moyens de lutte contre l'incendie du site ne permettent pas de délivrer au moins le tiers des besoins en eau d'incendie par un réseau sous pression immédiatement utilisable. L'exploitant doit solliciter une demande de modification des prescriptions afin qu'elles soient davantage adaptées aux moyens réellement présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Deux caméras thermiques fonctionnelles sont présentes au niveau de la zone l'exploitation. En cas de détection, le responsable de site est automatiquement appelé et il réalise une levée de doute (report de caméra sur son téléphone). En cas de départ de feu, l'exploitant fait appel aux conducteurs d'engins (organisés en astreinte).</p> <p>Le dernier camion est accepté sur site à 14h. Après recouvrement des déchets dans le casier, l'exploitant indique qu'une dernière vérification est réalisée avant le départ du personnel, aux alentours de 16h. Cette vérification n'est cependant pas formalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La nécessité de réaliser une ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur site doit être formalisée dans les procédures d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités

de leur manœuvre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

Le plan de défense incendie a été transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Ce document est également mis à disposition des services de secours dans des boîtes à toutes les entrées du site.

Ce document comprend :

- les contacts des responsables de site et de la direction, des astreintes, des autorités compétentes (DREAL, mairie, aéroport de Lyon, etc.)
- les moyens d'alerte et les moyens de secours
- la localisation du site, un plan d'accès et la localisation des différents éléments d'exploitation (casier en exploitation, plateforme biogaz, etc), la localisation des bassins pour la lutte contre l'incendie, la description et la localisation des dangers
- la procédure d'accueil des secours (heures ouvrées et non ouvrées)
- les schémas d'alerte (heures ouvrées et non ouvrées)
- les stocks de produits chimiques, leurs quantités maximales et leur mention de danger associés
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation du site

C'est satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite